



HAL
open science

Faut-il sacrifier l'UE pour sortir de la crise? (recension)

Fabien Escalona

► **To cite this version:**

Fabien Escalona. Faut-il sacrifier l'UE pour sortir de la crise? (recension). Non fiction, 2013, pp.1.
halshs-00877605

HAL Id: halshs-00877605

<https://shs.hal.science/halshs-00877605>

Submitted on 29 Oct 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Faut-il sacrifier l'UE pour sortir de la crise ?

Par Fabien Escalona



Cet essai collectif est un pavé dans la mare, qui prétend concilier un engagement socialiste et internationaliste avec un appel à la subversion des institutions européennes existantes. Au-delà de ce parti pris assumé, les analyses qu'il contient interpellent toutes les gauches quant à leurs stratégies de sortie de crise.

Cédric Durand (dir.), *En finir avec l'Europe*, Paris, Editions La Fabrique, 2013.

« Âmes sensibles européistes, s'abstenir ». Tel pourrait être le bandeau accompagnant cet essai, dont le titre provocateur ne laisse guère de doute, il est vrai, sur le degré d'exaspération qu'il suscitera auprès des lecteurs favorables à l'intégration européenne. S'il est en réalité peu probable qu'un tel public se jette sur ce livre coordonné par l'économiste hétérodoxe [Cédric Durand](#), d'autres, partageant pourtant un univers idéologique *a priori* plus proche, pourraient aussi être désarçonnés par ce mot d'ordre un peu rude qui s'affiche à la couverture du livre. Pour éviter toute incompréhension, la lecture de l'ouvrage est donc à leur conseiller. Sans forcément adhérer à toutes les analyses qu'ils croiseront en chemin, ils seront au moins rassurés sur les intentions internationalistes de l'auteur, qui considère qu'un projet alternatif réduit à l'Etat-nation serait une « impasse ». Au risque pour ce dernier de se mettre cette fois-ci à dos une gauche plus souverainiste, et d'être par conséquent pris entre deux feux dans l'espace pourtant réduit de la gauche radicale, comme en attestent les récents échanges entretenus par Durand avec Jacques Sapir puis Etienne Balibar ((Voir l'intégralité des échanges Durand-Sapir sur [le blog](#) de ce dernier ; et « Europe, en être ou pas », entretien réalisé par Roger Martelli, *Regards*, Été 2013, pp. 114-120.)).

La différence avec Balibar, et sans doute une grande partie des responsables et militants du Front de gauche, ne provient pas d'une simple divergence stratégique (penser « jouable » ou non le détour par l'Etat-nation pour construire une « autre » Europe) déduite d'un diagnostic pourtant commun, consistant à décrire comme néolibérale et autoritaire la logique des institutions communautaires existantes. C'est en effet le diagnostic lui-même qui nous semble constituer la source du désaccord, dans la mesure où Durand estime que l'intégration européenne telle qu'elle a eu lieu *toujours* été « un projet de classe », qu'il serait *vain* de vouloir amender à partir des institutions existantes. Dans

les temps de crise structurelle que nous vivons, cette essence apparaîtrait plus que jamais au grand jour, « la délibération démocratique [étant asphyxiée] pour mieux livrer les sociétés européennes au processus d'accumulation du capital » ((p. 8.)).

Le projet européen, le capitalisme et la démocratie

Pour défendre cette vision dans le grand chapitre introductif qu'il signe seul, Durand s'appuie notamment sur les travaux de Jan-Werner Müller ((auteur de *Contesting Democracy: Political Ideas in Twentieth Century Europe*, Yale University Press, 2011)), qui s'est attaché à montrer que dans l'Europe occidentale de l'après-Seconde guerre mondiale, le triomphe des démocraties libérales fut accompagné de dispositifs limitant la souveraineté populaire et préservant une distance entre les masses et les appareils étatiques. Si la pertinence de cette analyse pour l'Allemagne est peut-être moindre pour d'autres situations nationales, Durand souligne surtout que ce contexte favorisa la diffusion et l'influence des conceptions ordo-libérales sous-jacentes à la notion trompeuse d'« économie sociale de marché », et présentes dès les débuts de l'intégration européenne. Selon cette appréciation du processus communautaire, inspirée des travaux de Denord et Schwartz ((auteurs de *L'Europe sociale n'aura pas lieu*, Editions Raison d'agir, 2009)), ce dernier contenait en puissance, dès ses débuts, la priorité donnée à la logique d'intégration négative et par conséquent la domination des milieux d'affaires et des classes supérieures. Le projet européen se serait dès lors apparenté à une « contre-révolution préventive », consistant à élargir l'espace des libertés du capital tandis que les possibilités d'intervention des peuples européens restaient confinées au sein des Etats-nations. En inscrivant dans ce cadre analytique la création de l'Union économique et monétaire (UEM), laquelle a abouti à la sortie de « la politique monétaire du champ de la délibération démocratique » ((p. 29)), Durand fait alors le lien avec la situation contemporaine. Au fil des dernières pages très documentées de son introduction, il montre à quel point la monnaie unique participa de la financiarisation du capitalisme européen et du développement économique inégal au sein de l'UEM.

Le directeur de l'ouvrage enfonce le clou en revenant avec Razmig Keucheyan sur les épisodes européens de la crise capitaliste ayant éclaté en 2007. Interprétant ces derniers à l'aide d'une grille de lecture gramscienne qu'ils présentent avec pédagogie, les deux auteurs affirment que l'UE est entrée dans l'ère d'une « crise organique ». Là encore, si ce diagnostic apparemment pertinent pour la Grèce peut davantage se discuter pour d'autres Etats membres, il est évident que ceux-ci vivent collectivement un de ces « moments dans la démocratie libérale, où les partis traditionnels tendent à devenir 'anachroniques', puisque les groupes sociaux qui leur étaient attachés ne s'y identifient plus » ((George Hoare et Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci*, Paris, Editions La Découverte, 2013, p. 59. Pour une présentation de ce livre, voir [ici](#) et [là](#))). Or, ce sont de telles conjonctures qui constituent le terreau favorable à l'irruption du « césarisme », soit la tentative par une personnalité providentielle ou un collectif de résoudre autoritairement une telle situation. Pour Durand et Keucheyan, le césarisme à l'œuvre dans l'UE contemporaine est de nature « [financière] et bureaucratique » ((p. 90)). Son avènement s'avèrerait logique dans la mesure où même avant la crise, le projet européen ne fut jamais soutenu par un « bloc historique » consistant, qui l'aurait fait bénéficier d'un consentement populaire suffisant et durable. D'où l'accroissement de la dimension coercitive de l'intégration européenne, irrémédiablement marquée par la « primauté des institutions non démocratiques » ((p. 107.)). Pour peu que l'on adhère à ce diagnostic, l'incapacité de la gauche

sociale-démocrate à poursuivre des fins progressistes n'apparaît plus comme un mystère : comment une famille politique censée lutter pour la « primauté démocratique du politique » pourrait-elle accomplir cette mission au sein d'une construction européenne favorisant le projet inverse ? ((Fabien Escalona, « The Endangered Primacy of Politics », *Queries*, n°9, 2012-2013.))

Le développement inégal de l'union monétaire et la stratégie du « bon euro » en question

Parmi les autres contributions de cet ouvrage collectif, celles de Kouvelakis et Lapavitsas, déjà publiées en anglais, se focalisent sur la polarisation entre le centre et la périphérie de l'UEM. Elles s'attachent à démontrer comment la constitution de celle-ci s'est faite avant tout au bénéfice du capital allemand ; à quel point les cures d'austérité échouent et brutalisent les sociétés qui en sont les proies ; et enfin pourquoi la stratégie de promotion d'un « bon euro », privilégiée par les gauches partisans, apparaît hasardeuse. Pour être viable, celle-ci nécessiterait en effet un équilibre des forces politiques et un saut fédéral qui restent encore de l'ordre de l'improbable. Lapavitsas conclut que cette option souffrirait au final de deux contradictions : d'un côté celle du décalage « entre [...] des objectifs paneuropéens ambitieux et [...] l'absence de mécanismes politiques pour les mettre en œuvre », de l'autre côté celle découlant du fait qu'un euro compatible avec des politiques de gauche ne le serait pas avec le projet initial d'en faire une monnaie mondiale ((p. 84.)). Dès lors, faut-il se résoudre à une sortie de la zone euro ? Lapavitsas reconnaît qu'il ne s'agit pas d'une solution miracle. Tout d'abord parce qu'il existe des sorties de type conservateur, qui pèseraient lourdement sur les couches sociales défavorisées ; ensuite parce qu'une sortie de type progressiste supposerait d'être accompagnée par une transformation politique et sociale d'une ampleur considérable, qui elle-même nécessiterait d'être soutenue par des alliances internationales, sous peine de finir dans « l'autarcie ».

Wolfgang Streeck reprend lui aussi le thème du développement inégal de l'UEM, mais en l'intégrant dans une réflexion sur la tension entre les intérêts des peuples et les intérêts des détenteurs de capitaux. La crise a jusque-là favorisé les seconds par rapport au premier, et l'UE est pour lui un cas d'école du piétinement de la souveraineté populaire, perpétré sous prétexte de ne pas s'aliéner les marchés internationaux. Fustigeant l'hypocrisie des élites des pays « riches » par rapport aux Etats membres méditerranéens en grande difficulté, Streeck compare l'union de transfert rampante qui se met en place à l'unification économique ratée de l'Italie. Or, « pourquoi les Européens du Nord seraient-ils plus patients envers l'Europe du Sud que les Italiens du Nord envers ceux du Sud » ((p.67)), surtout quand les premiers sont eux aussi confrontés à la fin du dopage artificiel de la croissance capitaliste ?

Cette question fondamentale, qui s'ajoute aux arguments de Lapavitsas contre le « grand saut fédéral », est une pierre supplémentaire dans le jardin des tenants de cette option. Elle témoigne d'un doute déjà exprimé par Durand sur la crédibilité d'une unification politique et sociale à la hauteur de celle des marchés. Non seulement « les différences de niveau de développement sont un obstacle à toute interférence vis-à-vis [d'eux] » ((p. 21)), mais ces interférences nécessiteraient en outre, pour être légitimes, des « liens de solidarité » et un sentiment d'appartenance communautaire encore loin d'être évidents. Toutes les gauches devraient méditer ces objections, au lieu de se contenter des mantras de « l'Europe sociale » ou d'une « autre Europe ». Quant à la crainte d'être pris en défaut de solidarité entre les peuples, son inanité peut être illustrée par la trajectoire

historique de la social-démocratie, qui montre bien qu'on peut à la fois être de plus en plus attaché à l'intégration européenne et de moins en moins internationaliste dans les faits.

Un débat à ne surtout pas refermer

Dans les propositions qu'il émet en fin d'ouvrage, Durand ne craint pas d'effaroucher les lecteurs modérés ayant tenu bon jusqu'aux dernières pages. Pour faire face à la crise, il évoque en effet des solutions aussi radicales que l'Etat comme employeur en dernier ressort ((Sur ce point, voir l'article de Marc Lavoie, « Etat social, employeur de dernier recours et théorie postkeynésienne », *Revue française de socio-économie*, n°3, 2009, pp. 55-78)) ; la socialisation du système financier ; un moratoire sur les dettes publiques et des mesures de contrôle des capitaux et du libre-échange. Ce faisant, il entend s'attaquer aux racines de la grande crise du capitalisme, dont la sortie se pose selon lui dans les termes suivants : « trouver des solutions au fléau de la pénurie d'emploi et de l'appauvrissement de masses sans pour autant parier sur la relance d'une expansion infinie » ((p. 141)). Dans cette optique, la question du respect des règles et institutions européennes apparaît comme « secondaire » par rapport au programme anti-crise à mener. Si l'UE se révèle être, comme les analyses de l'auteur l'indiquent, de l'autre côté de la ligne de front, alors en finir avec elle relève de la logique du combat social qu'il appelle de ses vœux.

C'est à ce moment-là que l'argumentation, si elle ne perd pas de sa cohérence, reste en quelque sorte suspendue, laissant le lecteur sur sa faim. Si l'on abandonne à la fois ce que Durand appelle la « chimère » de l'indépendance nationale et que l'on se refuse à transformer l'UE à partir de son ossature actuelle, comment s'y prendre et avec qui ? Parmi les contradicteurs de gauche de Durand qu'une rupture avec l'euro voire l'UE n'effraie pas, Jacques Sapir a raison de souligner que l'épilogue du livre néglige la dimension proprement politique du combat à mener, qui ne peut être séparée de la seule dimension sociale ((Lire « La politique oubliée, [réponse de Jacques Sapir](#) »)). Autrement dit, Durand laisse pendantes les questions de l'*agency* (quelles infrastructures pour porter la contestation, selon quel plan de bataille réaliste ?) et de la souveraineté populaire (quel espace privilégier pour sa mobilisation et son expression ?). Questions redoutables, qui renvoient une fois de plus à l'introuvable peuple européen, mais aussi à la faiblesse persistante des alternatives organisées au néolibéralisme, tout comme à l'absence d'un système de partis européens, qui tient bien plus du *wishful thinking* que de la réalité empirique ((Christophe Bouillaud, « De l'europanisation en trompe-l'œil des partis politiques en Europe », *Politique européenne*, n°38, 2012, pp. 196-207 ; Mathieu Vieira, « Does a European Party System Exist? A Conceptual Framework for Analysis », *Cahiers du Cevipol*, n°1, 2011.)).

Une fois ces remarques émises, on ne peut que souligner que les thèses provocantes de cet ouvrage court et dense doivent encourager la réflexion à gauche. On peut évidemment s'agacer de leur partialité et critiquer les conséquences politiques qui en sont tirées ((Voir notamment la discussion qu'en fait Philippe Corcuff dans un billet intitulé « Intellectuels critiques et éthique de responsabilité en période trouble : Michéa, Durand, Keucheyan, Kouvelakis... », mis en ligne sur le site [Mediapart](#), le 25 juillet 2013)), mais il serait dommage de s'arrêter à leur radicalité et à leur inspiration théorique marquée. Elles ont en effet le mérite de proposer un tableau cohérent de la situation politique actuelle, tout en y mettant la conflictualité au centre et en tranchant ainsi avec les analyses

lénifiantes couramment produites sur l'intégration européenne. Enfin, elles interpellent les gauches sur le manque de clarté de leur perspective stratégique face à l'UE et face à la crise.